



Conseil National de Transition

canal historique

PEUPLE, PAIX, JUSTICE, PARTOUT OÙ NÉCESSITÉ FAIT LOI

PROGRAMME DE LA TRANSITION

Extraits Mesures immédiates



*Pour redonner à la nation et à sa population
leurs vraies valeurs de Libertés, d'égalités et de fraternités,
en écrivant ENFIN elles-mêmes leur avenir !*

conseilnational.fr

LE PROGRAMME DE LA TRANSITION

QU'EST-CE QUE C'EST ?

- c'est faire le bilan de l'état dans lequel les politiciens ont laissé la France
- c'est engager immédiatement des actions à valider très rapidement par des experts compétents pour redresser la France au plus vite
- c'est ré-informer et informer les Français de façon totalement transparente à tous les niveaux : « *La vérité est la vérité* » (Mahatma Gandhi)
- c'est viser l'idéal proposé dans ce Programme de la Transition en fonction des moyens que les Français auront décidé de mettre en œuvre

OÙ ?

- ce Programme est dédié au territoire de la France de métropole et des outre-mer et peut aussi avoir valeur d'exemple à l'international

QUI EN SONT LES ACTEURS ?

- un tiers de Français volontaires et un tiers de Professionnels choisis par tirage au sort sécurisé, choisissant ensemble un tiers de sachants, tous exerçant ainsi la souveraineté nationale, prenant les décisions à la majorité d'au moins 67%, avec le mandat impératif d'appliquer le Programme de la Transition

POURQUOI ?

- pour remplacer toute représentation « politicienne » par la souveraineté des Français
- parce que ce Programme de la Transition est un engagement de respect du « bien commun » vis-à-vis de tous les Français
- pour être sûr de permettre aux Français de choisir sereinement leur futur mode de gouvernance dans le cadre d'un changement de paradigme et de système

COMMENT ?

- en utilisant l'intelligence collective humaine dont les Commissions du Conseil National de Transition français canal historique ont prouvé l'efficacité
- en veillant au respect permanent de ce Programme de la Transition
- sous la supervision de la Cour Suprême du Peuple Souverain garantissant la souveraineté du peuple

QUAND ?

- lorsque les Français auront récupéré les clés de LEUR FRANCE !

QUE POUVONS-NOUS FAIRE MAINTENANT ?

- prendre conscience que nous sommes le peuple et que nous sommes nombreux
- réfléchir à notre situation personnelle et à celle de la France
- décider nous-même de notre avenir
- adhérer dès maintenant à l'association Conseil National de Transition français canal historique
- afin de pouvoir rejoindre les Commissions du Conseil National de Transition français canal historique, seul gouvernement légitime émanant réellement du peuple français, en droit français et international,
- pour que dans ces Commissions du peuple, chacun de nous puisse apporter ses connaissances, son bon sens et participer ainsi selon ses attentes et ses compétences à la reconstruction de la France.

« Au lieu de rester spectateurs impuissants, nous sommes désormais acteurs légitimes de nos vies, de celles de nos familles et de nos enfants ! »

Nous pouvons alors participer à la Transition, accompagnés des coordinateurs des Commissions du peuple dans tous les départements français, afin de mettre en œuvre tous ensemble, les mesures principales proposées dans le Programme de la Transition, en fonction de l'urgence, de l'importance et de la nécessité.

Découvrez comment la structure et l'organisation du Conseil National de Transition canal historique donne au peuple la direction de son pays sur :

- <https://conseilnational.fr/le-cnt-canal-historique-se-presente/>
- https://conseilnational.fr/wp-content/uploads/2021/12/CNTCH_dossierPresse_2021-1221.pdf

Chacune des 17 Commissions du peuple remplace un ministère actuel et le parlement :

AGRICULTURE	ETHIQUE
COMMUNICATION	FORCES PUBLIQUES
CULTURE	HABITAT
COMMERCE & INDUSTRIE	INSTRUCTION & FORMATIONS
DIPLOMATIE	SANTE
DROIT & JUSTICE	SCIENCES & RECHERCHE
ECOLOGIE	SPORTS & LOISIRS
ECONOMIE & FINANCES	AUDIT

CONSTITUANTE

Suite à l'audit de l'ensemble des départements français, la Cour Suprême du Peuple Souverain, sur propositions des Commissions Nationales, pourra adapter les mesures principales proposées dans le présent Programme de la Transition en fonction de l'urgence, de l'importance et de la nécessité.

Vous trouverez ci-après des extraits du Programme de la Transition présentant les mesures à mettre en place immédiatement pour chaque Commission.

AGRICULTURE, PÊCHE & ALIMENTATION

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **interdiction des OGM et produits chimiques au profit des semences reproductibles et des micro-organismes efficaces (EM)**
- **libéralisation des semences anciennes**
- **préservation de la quantité et de la qualité de l'eau par des techniques naturelles**
- **préservation des forêts, enrichissement naturel des sols et couverture 100% végétale des sols**
- **TVA faible ou nulle sur les produits biologiques**

COMMUNICATION

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **rediriger vers l'intérêt public au moins une télévision, un journal, une radio, et créer une plateforme internet publique**
- **créer et diffuser des informations vérifiées et des programmes didactiques et de développement du discernement pour adultes et enfants**
- **refonte des devoirs des journalistes et des media en créant un serment d'éthique et de vérité des journalistes**
- **créer un statut de protection du journalisme d'investigation ; créer une autorité administrative indépendante (PRO-ALERTE) et un statut de protection des lanceurs d'alerte**

COMMERCE, INDUSTRIE, SERVICES, TRANSPORT & ENERGIE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **commencer à réindustrialiser la France grâce à la relocalisation industrielle en particulier dans les secteurs du luxe et des principes actifs pharmaceutiques, par une TVA flexible ou des interdictions d'importation**
- **assurer la garantie de l'inaliénabilité du patrimoine national public ou privé par le droit de préemption**
- **nationaliser les autoroutes avec vignette unique et forfaitaire annuelle**
- **auditer la gestion des radars autoroutiers et routiers et des contraventions et abolir leur gestion privée**
- **lancer le programme d'autonomie énergétique de la France**

CULTURE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **développement culturel et social harmonieux :**
 - **défense du bon usage de la langue française dans les media et dans l'enseignement**
 - **étudier l'impact sanitaire et psychologique des fréquences et des niveaux sonores dans les productions musicales et sonores pour le bien commun**
 - **développement de l'esprit créatif dès le plus jeune âge par une revalorisation dans les métiers d'art et créatifs**
- **diffusion et transmission de la connaissance et de la pratique de tous les arts**
- **protection du patrimoine : délit de « défiguration du patrimoine français » ; rénovation du patrimoine ancien ; préservation du patrimoine industriel et artisanal ; entretenir les langues régionales encore vivantes**

DIPLOMATIE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **suspendre tous les contrats, accords, traités internationaux, sauf ceux garantissant réellement les droits de l'homme**
- **récupérer la souveraineté spoliée de la France vis-à-vis de l'Union Européenne**
- **suspendre la participation de la France à l'OTAN**
- **rétablir les frontières et le contrôle**
- **suspension de toute nouvelle immigration étrangère pendant toute la durée de la Transition**

DROIT & JUSTICE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **asile politique et protection pour les lanceurs d'alerte étrangers**
- **sanctions pénales de ceux qui exploitent les sans-papiers**
- **violences faites aux mineurs, femmes et hommes : meilleure protection, accueil, et prise en charge avec humanité**
- **indemnisation des victimes des mesures « anti-covid » : audit, poursuite des responsables et fonds de garantie départementaux**
- **instauration de juges assesseurs populaires et légitimes (JAPEL) dans la plupart des juridictions**

ECOLOGIE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **auditer, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française tant financièrement qu'au niveau des risques et de la pollution**
- **supprimer les emballages non-recyclables et les remplacer par le bio-compostable et à défaut par le biodégradable**
- **recycler tous les déchets possibles et mise en place du « zéro-déchet »**
- **gratuité du ramassage des ordures ménagères en cas d'équipement de composteur**

ECONOMIE & FINANCES

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **pendant la durée de la transition attribuer une Ressource Vitale de Base (RVB) au minimum de 1500 € par mois ou équivalent dans la nouvelle monnaie à tout français résident dès l'âge de 16 ans ; entre 16 et 18 ans la RVB est versée aux parents sauf en cas d'émancipation du mineur ; cette RVB libère notamment les familles dans leur vie quotidienne et dans leur épanouissement**
- **faire de la France une zone d'investissement privilégié en supprimant les impôts sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus des particuliers jusqu'à un certain seuil à déterminer (par exemple 10.000 € par mois), et en instituant pour la part au-delà de ce seuil une contribution unique de 15%, sauf en cas de ré-investissement de ces montants dans des entreprises françaises**
- **suspendre le paiement de la dette nationale**
- **créer une nouvelle monnaie nationale à parité égale avec l'euro, non-spéculative avec limitation des échanges avec l'euro**
- **proposer à tous les salariés de toute entreprise une participation aux bénéfices sous forme d'actions ou de prime défiscalisée dans les entreprises sans actionnaires**
- **rétablir la liberté du paiement en espèces ; garantir la propriété des dépôts bancaires**

ETHIQUE - Respect du Vivant et Droits de l'Homme

Mesures à mettre en place immédiatement :

- réviser toutes les lois concernant la bioéthique et les droits du vivant en commençant par les plus récentes, afin d'engager des réformes visant au respect de la nature et des besoins propres à toutes les espèces
- veiller au respect du caractère sacré de l'enfance, de la cellule familiale et des droits parentaux, notamment le droit à l'instruction à la maison
- interdire toutes les pratiques d'influence auprès des décideurs dans tous les secteurs
- garantir la liberté de spiritualité
- recomposer une nouvelle commission de bioéthique avec des spécialistes respectant le droit du vivant

FORCES PUBLIQUES

Mesures à mettre en place immédiatement :

- garantir le respect des droits de l'Homme en toutes circonstances par les Forces Publiques
- faire cesser l'ensemble des « chem-trails » (épandages chimiques) aériens directs et indirects
- s'assurer que les moyens techniques et armements utilisés pour le maintien de l'ordre ne portent pas atteinte à l'intégrité physique des personnes
- commencer la réorganisation des forces de sécurité intérieures et extérieures
- réorienter le secret défense et le Livre Blanc dans l'intérêt de la nation
- encadrement des préfets départementaux par des assesseurs du peuple
- s'assurer que les fonctions de police soient exercées indépendamment de toutes sociétés privées

HABITAT

Mesures à mettre en place immédiatement :

- commencer la réaffectation des bâtiments vides du patrimoine national en locaux de réunions, de loisirs ou de logement
- incitations fiscales ou immobilières des entreprises, par les communes candidates aux éco-villages
- créer dans les immeubles des espaces de rencontre pour jeunes, et pour adultes en collaboration avec les associations de quartier et les éducateurs de rue
- développer le compostage pour chaque habitation ; objectif « zéro-déchet »

INSTRUCTION & FORMATIONS

Mesures à mettre en place immédiatement :

- l'éducation, l'instruction et la formation des enfants restent prioritairement le rôle des parents
- garantir le droit des parents d'éduquer et d'instruire eux-mêmes leurs enfants jusqu'à l'âge de 18 ans
- rétablir l'apprentissage de la lecture et de l'écriture par les méthodes syllabiques
- sortir des programmes l'éducation sexuelle, l'idéologie du genre, en particulier jusqu'à la classe de 3ème
- l'instruction n'est obligatoire qu'à partir l'âge de 6 ans
- intégrer les élèves porteurs de handicap dans le sport scolaire autant que possible

SANTE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **suspendre le don du sang de la part des « vaccinés » Covid**
- **suspendre toute obligation vaccinale sur l'homme et l'animal**
- **suspendre le déploiement et l'utilisation de la 5G dans l'attente des résultats d'études d'innocuité**
- **réorienter la santé vers la prévention et le maintien en bonne santé et non plus la peur de la maladie**
- **création d'un fond d'indemnisation des victimes des crimes contre l'humanité commis par l'application des mesures médicales expérimentales dites « anti-covid »**
- **commencer à auditer, re-structurer et ré-humaniser les Ehpad**

SCIENCES & RECHERCHE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **commencer à auditer tous les centres de recherche public et privés au plan financier et de la pertinence des sujets de recherche**
- **commencer à diffuser une information complète du public sur les nouvelles technologies, l'état et les orientations de la recherche**
- **réaliser systématiquement par des laboratoires indépendants des études d'innocuité sur le vivant pour toute nouvelle technologie**
- **réviser l'intérêt écologique des véhicules électriques, des moteurs Diésel avec système Pantone non polluant et des moteurs à huile**

SPORTS & LOISIRS

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **enseigner l'acquisition d'une bonne respiration dans toute la société**
- **développer dans tous les établissements scolaires la pratique régulière de disciplines énergétiques, respiratoires et physiques**
- **garantir pour chaque enfant des possibilités de découverte et de réels acquis renforçant la confiance en soi et un bon développement physique et psychique par la pratique de la marche, de la natation et en rendant accessible à tous le sport équestre, le tennis, la danse, le golf, l'escalade...**
- **autoriser les rassemblements sur les places ou dans les parcs publics pour la pratique d'activités physiques ou artistiques dans le respect des autres usagers de ces lieux publics**
- **intégrer les élèves porteurs de handicap dans le sport scolaire**

AUDIT GENERAL & NATIONAL

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **pendant le temps de l'AUDIT et jusqu'à l'examen par la Justice de leur comportement vis-à-vis de l'application de toutes les lois liberticides pendant les mandats présidentiels à compter de 2017 :**
 - **dans les communes de moins de 1000 habitants, suspendre immédiatement les maires de l'autorité attachée à leurs fonctions, mais pas de leurs rémunérations, et transférer l'autorité à la collectivité de l'ensemble du conseil municipal,**
 - **dans les communes de 1000 habitants et plus, suspendre immédiatement les maires de leurs fonctions et de leurs rémunérations, et transférer l'autorité à la collectivité de l'ensemble du conseil municipal,**
 - **suspendre immédiatement de leurs fonctions et de leurs rémunérations, tous les élus cantonaux, départementaux, régionaux et nationaux, les titulaires de poste de direction générale administrative, et leurs adjoints proches, ainsi que les hauts-fonctionnaires des catégories A+ et A++, dans toute administration publique ou entreprise mixtes ou chargée d'une mission de service public, parce que, n'ayant pas démissionné de leurs fonctions, ils sont responsables de l'application des mesures « anti-covid » ordonnées par les gouvernements criminels depuis décembre 2019, notamment les directeurs d'ARS, les directeurs d'hôpitaux, les recteurs d'académie, les préfets et sous-préfets, le directeur de la SNCF, de la RATP, les directeurs d'instituts de formation de soins infirmiers (IFSI), d'EHPADs, d'établissements scolaires, universitaires et professionnels, de centres d'hébergement de porteurs de handicap mental, les administrateurs civils et territoriaux, les 668 comités et commissions d'Etat, etc.,**
 - **et transférer leur autorité, dans les hôpitaux à des commissions de médecins, infirmiers, aide-soignants et auxiliaires de services hospitaliers, dans les autres administrations à des commissions constituées par les sous-directeurs**
- **créer le Service d'Audit Général et d'Enquêtes (SAGE), autorité judiciaire d'instruction indépendante, sous le contrôle de la Cour Suprême du Peuple Souverain, chargé d'organiser et de gérer les missions d'audit, c'est-à-dire d'analyse, d'enquêtes et d'instruction dans toute la France**
- **recruter et former des volontaires pour constituer des Equipes de Contrôle Local d'Audit, Investigation, Recherches et Enquêtes (ECLAIRE) de 5 personnes au minimum**
- **organiser et effectuer un audit immédiat de tous les décideurs publics**

CONSTITUANTE

Mesures à mettre en place immédiatement :

- **ré-afficher la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 de façon visible et lisible dans tous les établissements de service public**
- **informer les français par tous moyens dans les médias, les communes, de la mise en chantier d'une nouvelle constitution**
- **actualiser d'abord la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789**
- **démarrer sereinement en commission la préparation d'un projet de constitution définissant le cadre de la nouvelle gouvernance**

**« Peuple, Paix, Justice,
Partout où nécessité fait Loi »**



Programme de la Transition – Extraits – Mesures immédiates – France – Avril 2022